
Nations et raisons

Rada Ivekovic

Peut-être pourrions-nous dire que dans la guerre yougoslave, chaque nationalité a sa propre «raison» et qu'en toute "logique", ces "raisons" se «valent». «Avoir sa propre raison» pourrait ici malheureusement également se dire par l'expression anglaise à l'accent quelque-peu différent «to have one's own mind». Du moment qu'on a choisi de préférer, dans tous les cas, son propre groupe par rapport aux autres et du moment où chaque groupe en a décidé ainsi, on distingue deux niveaux de considération. Le niveau de tous les groupes considérés ensemble où les logiques et les raisons s'équivalent. Et le niveau de chaque groupe pris séparément, où ces logiques s'excluent l'une l'autre. On pourrait dire que les malentendus viennent de ce que la logique de chaque nation ne reconnaît pas la logique de toutes les nations.

L'ex-Yougoslavie fut appelée à juste-titre "a snakepit" par la presse américaine. C'est que nous sommes devenus un nœud de vipères, ou encore, le mal absolu. J'ai vu *Lessons of Darkness*, le film spectaculaire et terrible de Werner Herzog sur les conséquences de la guerre du Golfe. Des torches gigantesques dans un espace apocalyptique, des puits, une plaine enlisée dans le pétrole, embourbée de goudron, saturée de colle sombre, détruite disait-on à jamais. Spectateurs éloignés, mais compatissants, nous assistions, à l'abri de la puanteur insoutenable et de la chaleur bouillante, à la fin du monde accomplie. C'est ainsi que j'imagine le neuvième cercle de l'enfer. L'accomplissement, le summum bonum de la destruction, de l'horreur, le comble du mal. Herzog serait-il aujourd'hui en train de tourner en Bosnie? Il le pourrait.

Comment laïciser à nouveau le concept de nation?

Comment l'arracher à ce qu'il est devenu, à savoir un cadre pour la justification de la violence et de l'absence de démocratie? En fin de compte, les nationalismes ne sont pas nécessairement notre destin, il n'y aurait pas dû y avoir de fatalité des nationalités. Même pas (plutôt que surtout pas) en Europe post-nationale. Et je ne crois pas non plus aux fatalités historiques. La nationalité aurait pu n'être qu'une identité entre plusieurs, et il faudra bien qu'elle revienne à cette possibilité un jour si nous ne nous entretenons pas tous. L'épuration ethnique est déjà accomplie. Mais la nationalité ne peut pas couvrir tout l'horizon ni devenir la seule identité et l'unique légitimation des nouveaux Etats. Si elle le devient, c'est bien elle, la nationalité qui sera le critère incontesté de toute exclusion. La nationalité est une vision partielle du monde, alors qu'elle est universalisée dans le nationalisme. Mais il ne s'agit que d'une universalité fautive et abusive. La nation, qui est à l'origine de l'expérience moderne de la démocratie européenne¹, a également partie liée au système libéral mondial, ou au «totalitarisme libéral mondial»².

L'on pourrait se poser, en marge, une question importante dont nous ne voyons pas très bien la portée encore. Puisqu'il y a trop de nationalités pour trop peu d'Etats possibles, n'est-ce pas surtout le concept d'Etat qui est mis en cause par l'explosion des haines et des guerres nationalistes?

L'Etat-nation, c'est-à-dire l'Etat à nationalité unique est une idée absurde en pays mixte, si ceci devait désigner une identité ethnique. Du moins est-ce ainsi que les chefs de guerre comprennent le concept d'Etat-nation et de nationalité: identité et origine ethnique commune, critère de la purification ethnique. C'est ainsi qu'ils interprètent le modèle français, auquel ils font parfois appel. L'idée de l'Etat-nation comprise ainsi mène nécessairement à la violence, d'où deux possibilités au moins: premièrement et dans la pratique, la «purification ethnique», qui fait qu'en très peu de temps le pays est rendu non-mixte. Mais, deuxièmement: le concept (si c'en est un) d'Etat pourrait peut-être changer à la lumière des nouveaux événements. L'on aurait alors (à l'issue des guerres en cours, une quantité de mini-Etats ethniquement plus-ou-moins purs et au départ certainement autistiques, en partie des Etats régionaux, avec des obsessions identitaires de souveraineté et en mal de subjectivité collective et de légitimité. Je pense que les deux mouvements sont en train de s'accomplir, et ce n'est pas fini, pour l'Europe, et pas seulement pour l'Europe. Il est fort probable cependant, que les nouveaux Etats en reviennent bientôt à une restructuration ou

fédéralisation régionale imposée par l'impératif économique et communicationnel. Mais ce sera au prix de destruction, de vies humaines et de marche-arrière historique! Car les villes auront été détruites comme on le voit dès maintenant, alors que la démocratisation a toujours eu partie liée avec l'urbanisation. Et celle-ci sera à refaire! Pire encore, des populations entières auront été massacrées.

Il s'agit de distinguer entre Etat et nation ou, (pour plus de clarté terminologique), entre l'Etat et la nationalité. La question ne se pose pas en pays uninational, elle ne se pose pas dans la tradition de l'Etat-nation, où il y a une identité sous-entendue, quoique ambiguë et nullement innocente, entre les deux. Mais il est urgent que nous nous la posions, nous qui ne pouvons pas suivre ce modèle. La nationalité ne disparaîtra pas. Ne pourrait-elle pas cependant être ramenée à cette chose juridique, institutionnelle, culturelle, plutôt qu'à l'absolue identification de l'individu avec son groupe avec abdication d'individualité? (Ceci, il est vrai, reste du domaine de la culture, ainsi que de celui d'une psychopathologie de masses). Historiquement, la constitution de la nation et de la nationalité en Europe sont en rapport avec l'expérience de la démocratie, au contraire de l'identité sexuelle qui elle, par exemple, dans le cas des femmes, n'a aucun point commun avec la nationalité, si ce n'est celui de la négation du féminin et de la femme par le nationalisme. La nationalité (dans le nationalisme) tend à niveler toutes les autres différences. Mais les faire disparaître ne veut pas dire pour autant les restituer en parité ou en égalité. Cela signifie simplement la subordination d'autres différences à celle-ci. Aussi, la pluralité, les différences, ne sont elles pas en elles-même une garantie pour la démocratie. Elles ne sont qu'un fait qui n'est pas décisif en termes de justice ou de démocratie. Le slogan gauchiste de soixante-huit «vive la différence» fut également en toute logique la devise de l'apartheid. Mais le contraire devrait être vrai: la démocratie devrait garantir l'expression des pluralités, pour être une démocratie. Pourtant, et dans la dimension pratique et politique, il est sûr qu'il est beaucoup plus difficile de faire de l'espace, dans le même cadre, pour plusieurs que pour un. La nation est le premier cadre de l'évolution de la démocratie moderne (malheureusement, le contraire n'est pas vrai). Peut-être alors est-ce la raison pour laquelle la nation n'est pas invoquée par hasard en tant que garant supposé d'un passage à la démocratie, par les sociétés postcommunistes et les Etats en disparition. Mais la nation, dans le sens de nationalité, n'est pas ce garant tant espéré. Ce n'est que le contraire qui aurait peut-être pu être vrai sous certaines conditions, mais alors la démocratie occidentale ne serait pas ce qu'elle a été, c'est-à-dire une fausse universalisation et une «démocratie» limitée conçue seulement pour quelques-uns, si cela devait encore être appelé démocratie. Celle-ci ne fut jamais, en effet, dès ses origines grecques, conçue pour tous, mais seulement pour quelques-uns. Toutes les femmes en étaient de toute

manière exclues, ainsi que tous les esclaves et les étrangers. Certains étaient donc exclus selon même plusieurs principes. L'identification abusive de la nation (nationalité) à la démocratie, maintenue par les nationalismes, n'est qu'une conséquence logique de la démocratie ainsi comprise, c'est-à-dire de la démocratie occidentale incomplète. Celle-ci, par conséquent, est pensée de manière partielle par les nationalistes: ainsi la démocratie à l'intention des Serbes, ou bien la démocratie croate, comme si le concept de «démocratie» pouvait souffrir des épithètes nationaux, comme si ce n'était pas une contradiction in adjecto. Il semble clair qu'aujourd'hui, quand l'idée de la nation menace de détruire l'Euroasie avant de la restructurer (peut-être) pendant de longues, éprouvantes et multiples guerres, nous devrions inventer un nouveau concept de démocratie, ou le refonder. Il serait à refaire avec ce nouveau souci non seulement des droits de l'individu, mais du droits des minorités. Car, dans chaque contexte, ce sont bien les minorités qui sont menacées. Le problème vient aussi de la difficulté qu'il y a à définir la minorité dans les très fréquentes situations où il n'y eu aucune majorité.

Ce n'est pas seulement l'Europe de l'Est qui croule, le socialisme n'est pas le seul à faire échec. L'Europe de l'Ouest, qui se considérait comme l'Europe tout entière, est bouleversée, l'ensemble de la construction binaire s'effondre nécessairement dès que l'un des termes en est mis en cause.

L'Europe et son Autre

L'Europe sera, tôt ou tard, obligée de regarder son Autre, ses Autres, en face. Cet Autre est bien le sien, produit de l'exclusion autant que de l'intériorisation retravaillée. Elle s'est toujours auto-déterminée dans son histoire en redéfinissant ses propres frontières vers l'Est, et finalement vers l'Asie. Elle ne s'est pas laissée cerner par l'Autre, car cet Autre (que ce soit l'Europe de l'Est ou carrément l'Asie) ne lui apparaît jamais (dans ses fantasmes) comme co-sujet. Tout au plus, comme vide, absence. C'est là d'ailleurs la distance qu'il peut y avoir entre fantasmes peuplant une mythologie autofondatrice, et la pratique de la politique. En celle-ci, il y eut des décennies de guerre froide, mais ensuite le dégel, et vint le grand moment de la reconnaissance d'un sujet potentiel en l'Autre, essentiellement à la fin du duo pathétique qui empoisonna notre siècle: au moment de la perestroïka, du grand amour entre Est et Ouest, à la dernière heure. Ce fut aussi l'épouvante, car l'Est et l'Ouest sont nécessairement des vases communicants. Il est impensable que des changements aient lieu dans l'un qui ne toucheraient pas à l'autre. La question n'est finalement que technique-

géographique, et dans l'histoire celle de toujours: par où passeront les nouvelles frontières qui délimiteront l'Europe, que l'Europe se donnera? En ce moment, elles sont en train de se forger à travers les pays yougoslaves et dans plusieurs foyers de guerre couvant en ex-URSS. Se détermine peu à peu à travers ces guerres, qui sera au dedans et qui restera désespérément au dehors des frontières de l'Europe. L'Europe reste sélective, elle n'aura point changé de mouvement. Mécanisme qui la blesse elle-même toujours profondément, par les guerres, puisque cet Autre exclu est en même temps un produit propre. La folie des nationalismes n'est que la mise en œuvre de ce principe. L'état propre et le débouché naturel du nationalisme, c'est la guerre. Il se construit un support par l'œuvre d'intellectuels responsables de la création de nouveaux mythes de fondation. En ceux-ci, est rejeté l'hétérogène afin que la création à partir du même puisse être affirmée, et pour justifier la violence envers l'Autre. L'idée qui se réalise est la «démocratie seulement pour nous», au dépens des autres, la «justice pour 'notre' peuple» (peu importe lequel: ils se valent, et malheureusement nul n'est à l'abris du nationalisme, chacun peut y sombrer à nouveau. Il semblerait que rien n'est acquis dans ce domaine). C'est d'ailleurs pourquoi le nationalisme est essentiellement, et non par hasard, misogyne et raciste. Dans le même temps, le nationalisme radical (nécessairement belligérant) ne veut dire autre chose que l'autodestruction. En des périodes de tragédie historique telle la courante, lorsque la Serbie paraît elle-même se laisser aller à une guerre civile après avoir embrasé le reste des Balkans, le salut — dans le sens modeste de «moindre mal» — peut consister à être «puni» par les autres, plutôt que de se détruire soi-même. Je pense que nous nous sommes convaincus que l'Europe n'ira pas punir la Serbie, précisément à cause de l'insécurité de ses frontières à l'Est. Peut-être est-ce un plus grand risque. Tout au plus le fera-t-elle trop tard. Il ne faudrait pourtant pas perdre de vue quelques alarmantes analogies historiques, telle la guerre d'Espagne, tel l'abandon de la Tchécoslovaquie à Hitler, tel le pacte Staline-Hitler. Nous n'avons pas encore vu la fin des événements que nous vivons.

Philosophiquement, le concept de démocratie limitée, définie (en philosophie indienne, l'adjectif correspondant serait *visita*), qui en est la variante courante même si inavouée, s'exprime également par la relation sujet-objet et par la difficulté qui consiste, pour le sujet occidental, à penser et accepter l'Autre en tant que co-sujet et non seulement en tant qu'objet. C'est que l'autre se soustrait constamment au sujet et se reporte à l'horizon. Pour le sujet, en quelque sorte, il évolue dans le vide, au-delà ou en-deçà de l'objet (ou justement en tant qu'objet), c'est-à-dire comme inabordable. Cela se produit potentiellement dès l'horizon de la réflexion qui se dirige vers la philosophie, mais plus explicitement avec Kant et à partir de lui. Les objets existent hors d'atteinte du sujet,

c'est-à-dire à son extérieur. Ce n'est pas le propre du sujet d'exister de cette manière en tant que donné à la réflexion, même pas en tant que présence à un autre sujet. Ceci est l'affaire de l'objet, donné pour l'Autre. Le sujet sera présence à laquelle l'existence est hétérogène et extérieure en quelque sorte. La réflexion se heurte là à sa limite, celle-là même que la raison bouddhique, s'inclinant devant le paradoxe existentiel, ne pensait pas pouvoir résoudre ou contourner sans contradiction. Certes, la limite pourrait être intériorisée par la raison, reconnaissant alors le paradoxe de l'indicible ou de l'inconscient. Mais celle-ci (l'intériorisation de la limite de l'Autre, en tant que mode de réflexion) ne doit pas tout couvrir si elle ne veut pas aboutir à une symétrie nivelante où les contraires se valent.

Certes, la «raison serbe» (la logique, la démocratie «serbes») se tient. Elle fonctionne très bien dans le scénario d'après lequel les Serbes sont seuls au monde. Mais dès qu'elle est absolutisée, universalisée, dès qu'elle se révèle imperméable à toute relativisation, elle peut être renversée en néant, et alors la «raison croate» (la logique, la démocratie «croates») se tient de la même manière, en tant que raison autiste. Dans l'absolutisation et l'universalisation d'un seul principe, curieusement, nous aboutissons nécessairement au relativisme de toutes valeurs.

Le geste d'auto-fondation et de construction d'identité de la raison occidentale a été de se donner un Autre du sujet, un Autre du même, de construire ainsi le monde en disposant des objets autour de soi (y compris dans l'espace). Le sujet est en quelque sorte gros de l'Autre qu'il garde en même temps intériorisé et qu'il a de la peine à relâcher dans un monde autre et autonome où celui-ci, à son tour, serait sujet. Ainsi le sujet craint la relation même qu'il esquisse, et porte l'hétérogène en soi en étant malade. C'est le cas de l'Europe avec son Autre, ses Autres: l'Europe de l'Est devenue l'Est de l'Europe, l'Asie, les autres nations. [Par là s'ouvre nécessairement, dans cet arrachement à soi, le temps.]

La raison de l'un n'est que le délire de l'autre

C'est ainsi le même phantasme (et le même danger) qui font que l'Europe se définit toujours par le retracement de ses frontières à l'est et en orient, en même temps qu'elle cherche à inclure l'Est et l'Orient. Ces derniers alimentèrent aussi bien les phantasmes de la peur, (le «danger jaune», la satanisation du communisme, que ceux liés à l'objet de désir refoulé (les différents stéréotypes de l'Asie heureuse, de l'hindouisme ou du mysticisme salutaires). Le danger de la limite est grand, le danger de l'illimité également, car il mène au délire. Mais ceci montre bien que la raison de l'un n'est que le délire de l'autre, et que les raisons des

frères ennemis s'excluent mutuellement. Le sens de l'un n'a aucun sens pour l'autre. D'où, un état de nationalisme aigu, l'incapacité de critiquer ou seulement de détecter «son» propre nationalisme, et en même temps l'extrême sensibilité au nationalisme des autres. Le diagnostic du nationalisme c'est en effet de dénoncer toujours et seulement le nationalisme ennemi et de rester aveugle à son propre nationalisme. Aussi la lutte contre le nationalisme passe-t-elle en premier lieu par la résistance au nationalisme de son propre groupe.

Peut-on sortir de la corrélation sujet-objet? Peut-on en arriver à ce que l'Autre ne soit pas seulement objet, proie, matériau? Peut-on, autrement-dit, en arriver au dialogue? Peut-on arriver à établir un tiers espace de réflexion et de construction entre les deux? Ceci semble nécessaire. Cet espace reste à redéfinir, puisque les termes semblent avoir changé avec l'apparition de ces nouveaux sujets politiques, les nations. Mais la relation n'est pas à deux, elle sera sûrement à plusieurs, dans un espace restructuré car le sujet prétend se constituer lui-même en espace dans sa dimension géographique, de telle sorte que ce soit l'Etat qui contrôle la diffusion des signes de guerre ou des signes idéologiques par exemple.

Le nationalisme en appelle à l'histoire, recréant celle-ci (et l'utilisant) à ses fins propres, c'est-à-dire en réécrivant de nouveaux mythes de fondation (fondation sans l'Autre et en l'excluant) qui doivent légitimer la préférence pour «notre» nation. Une apparence de continuité du groupe est fortement soutenue, apparence de continuité politique qui n'est, en fait, que la continuité de l'incarnation du sacré. Celui-ci s'incarne en la personne du dirigeant politique et dans le corps de la nation. Il fait appel à un enchaînement d'incarnations du roi divin, ainsi dans le nouveau nom de l'avenue centrale qui traverse Belgrade, appelée du temps du socialisme la «rue du Maréchal Tito», rebaptisée maintenant la «rue des gouvernants serbes»: jusque dans ce nom qui se voudrait la négation du précédent, on ne fait que reconnaître la continuité de l'incarnation sacrée (car Tito fut également un dirigeant serbe). Le leader politique incarne à la fois le roi divin et le héros mythique fondateur de la communauté, celui de la Révélation, le père (l'autorité), le sauveur et le messie, qui en atteignant ainsi l'immortalité tant souhaitée, la rend enfin accessible à son peuple.

Celui-ci cultivera le mythe de son propre sacrifice, par exemple les Serbes dans le mythe de leur défaite au Kosovo il y a 600 ans. Dans une moindre mesure (car il s'agit de l'histoire contemporaine), ceci est vrai aussi bien de l'interprétation par les Serbes de leur rôle par rapport aux Croates dans cette guerre (en référence à la précédente), que de l'explication des Croates de leur situation envers les Serbes. Chacun se veut la victime, personne ne se veut agresseur. Ou plutôt, la victimisation «justifie», «blanchit» l'agression, elle est héroïque, jamais défaite. Car, dans la guerre que «nous» faisons à l'Autre, c'est bien toujours «nous»

qui sommes victimes et sacrifiés, ce qui «nous» permet de prendre les armes. En s'identifiant à la figure du père et donc à la continuité, le guerrier trouve l'agression (non dite) justifiée et réinterprétée comme sacrifice propre (plutôt que comme destruction de l'Autre), donc comme héroïsme. L'identification avec la figure paternelle (qui équivaut au principe supérieur qu'on intériorise) est contrebalancée par la haine de l'adversaire ou du dirigeant du groupe ennemi, la figure du père se trouvant ainsi partagée en deux modèles (le bon et le mauvais), tout comme la société terrestre³.

La division entre les bons et les mauvais «justifie» en elle-même la violence contre les «méchants»: mais dans cette pensée binaire, les méchants ne sont jamais «nous». Les dieux et les héros des uns sont les démons et les anti-héros des autres. Dans le folklore des peuples belligérants voisins, ils portent souvent explicitement les mêmes noms mais avec des signes contraires, il en est ainsi dans les légendes et la poésie épique populaire des Serbes et des Albanais, ou bien dans l'interprétation officielle et courante et l'interprétation indigente, marginale, des rôles de Râma et de Râvana dans le cycle du Râmâyana en Inde du sud. Le «peuple choisi» est «notre» peuple, celui qui n'était pas sous la tour de Babel, celui qui a pu s'échapper, par l'arche de Noé par exemple. Le nationalisme suppose ainsi toujours une image de migration collective et des transplantations de langues, remarque Umberto Eco⁴. Car l'Arche pouvait aboutir à des rivages lointains. La langue propre dans ce cas est la langue-mère ou celle qui lui est la plus proche, elle est universelle, elle est parfaite et revient naturellement au peuple choisi ayant été doté de la grâce divine. Toute atteinte, ne fut-ce que des plus innocentes, à cette unité, unicité inouïe, est alors un «sacrifice» de «notre» part.

Le Tiers sacrifié

Ce qui est le plus facilement sacrifié dans cette démarche de logique binaire, ce n'est pas seulement l'Autre (l'autre peuple, l'autre groupe), mais surtout le Tiers qui, le plus souvent, se confond avec lui et est rendu invisible dans le conflit. Le Tiers est carrément supprimé. Les voix opposées appartenant à la dialectique s'excluent, il est vrai, mutuellement et ne peuvent s'entendre sur les mêmes ondes. L'une représente la négation de l'autre, le sens de l'une n'a pas de signification dans le système de l'autre. Cependant, ensemble, elles recouvrent l'espace commun, le monde, devenu champ de bataille. Ensemble, elles suppriment le temps (par leur refondations mythiques respectives) et l'espace de leur combat. Ainsi en est-il en Bosnie-

Herzégovine: un accord entre la Croatie et la nouvelle Yougoslavie, plutôt que de nous réjouir, devrait nous ouvrir les yeux sur le sacrifice du tiers dissimulé par le sacrifice de l'autre, déguisé, lui, en sacrifice de soi-même. Ce tiers étant la Bosnie.

En Bosnie-Herzégovine, indépendamment du fait que les enjeux aussi bien que la force militaire étaient inégaux (les Serbes étant mieux équipés), ce sont bien la Serbie et la Croatie qui se sont livrées bataille sur le territoire bosniaque, l'ont dévasté et en ont massacré les habitants. Ceci correspond au schème que Michel Serres décrit comme le schème du tiers instruit: «Que le combat soit douteux, cela signifie la nature double de ce couple: il y a seulement deux combattants que la victoire, sans plus de doute, départagera. Mais en tierce position, extérieure à leur chamaille, nous repérons un troisième lieu, le marécage, où la lutte s'envase.»⁵. Michel Serres parle de «bataille subjective» (entre sujets) là où des adversaires, individus ou nations, s'affrontent, mais de «combat objectif ici, entre deux instances qui n'ont pas de nom, ni de statut juridique encore, parce que le spectacle phénoménal du dialogue bruyant et enflammé les recouvre toujours et distrait notre attention» (*Le contrat naturel*, 24-25). En effet, le tiers exclu (mais «instruit») n'est même pas élevé au statut de sujet. N'ayant aucun statut, l'existence (juridique) ne lui est pas reconnue. Serres s'efforce d'élever l'objet, la nature, l'Autre, au niveau d'égale dignité qu'un sujet, alors que dans le conflit yougoslave, même avant le passage aux armes, on était incapable de percevoir l'Autre, individu ou nationalité, comme un sujet égal, un co-sujet. Serres œuvre surtout pour une reconnaissance du droit des tiers, encore trop civilisé, mais il s'agirait également de reconnaître le droit des autres-seconds, car les deux apparaissent ensemble, l'un caché par l'autre. (Nul doute qu'il y ait ici chez Michel Serres des traces des Lumières — ou est-ce du romantisme — idéalisant la nature, mais ceci est un autre problème.) Ainsi Serres peut-il écrire: «J'entends désormais par contrat naturel d'abord la reconnaissance, exactement métaphysique, par chaque collectivité, qu'elle vit et travaille dans le même monde global que toutes les autres; non seulement chaque collectivité politique associée par un contrat social, mais aussi chaque collectif quelconque, militaire, commercial, religieux, industriel..., associé par un contrat de droit, mais encore de collectif expert associé par le contrat scientifique» (*Le contrat naturel*, 78). Il s'agit là, entre autre, d'une critique de la logique du dualisme exacerbé. La divinisation (de la figure de son propre père, par exemple) mènera tout naturellement à la satanisation (de la figure du père ou de la mère de l'Autre). Les clivages ainsi formés sont toujours irréparables.

Il existe cependant en mythologie indienne une importante population de divinités aux signes ambigus et contradictoires, appelés parfois par les chercheurs «les dieux criminels»⁶. Ceux-ci sont porteurs, tel Bhairava («le terrifiant») au Népal et à Bénarès, de signes adverses. Ils sont à la fois protecteurs et menaçants, ils refusent d'adhérer à ce dualisme partageant le monde, ils favorisent la continuité existentielle plutôt que le partage théorique et abstrait. Ceci représente un autre choix de civilisation, celui pour un monde cherchant à surmonter les clivages et les inimitiés par une harmonisation et par la complémentarité des différences plutôt que par leur exaspération. En pratique, il est vrai, cela n'a pas donné plus de paix que les choix occidentaux de conflictualisation, et ceci me semble être en soi un problème intéressant, mais inadapté à cette occasion. Ce qui importe, c'est de savoir que nul n'est à l'abri d'une retombée dans la violence et qu'il n'y a pas de garantie sûre contre cela, que ce soit en Orient ou en Occident. Mais cela aurait peut-être un sens de chercher de telles garanties dans ce qu'une raison humaine ouverte peut offrir.

Cela touche aux frontières extérieur-intérieur que l'homme s'est donné (surtout en Occident) dans son anthropologie (ces frontières étant plus floues dans les traditions non-anthropocentriques, ainsi en est-il de la tradition indienne⁷ et des traditions asiatiques en général). Dans la juxtaposition extérieur-intérieur (Nous-l'Autre), l'esprit oscille entre les deux pôles, mais par un fort conditionnement culturel, mise à l'avance pour la totalité et pour un champ unitaire, ne supportant pas d'extériorité. Ainsi la totalité qui, seule, permet le partage en lui garantissant une vue d'ensemble, ne supporte pas ce même à quoi elle donne lieu en son sein. C'est l'image même des nations et de la manière dont elles se côtoient au sein d'une communauté plus vaste (par exemple, Etat mixte, fédération, confédération etc.) qui permet leurs articulations particulières tout en les mettant au même niveau de membres. Les nationalistes ne supporteront jamais cette totalité-là.

Je résume, en essayant de réfléchir à quoi les autres scénarios, ceux qui n'auraient pas choisi l'extermination de l'Autre, auraient pu conduire. Dans le scénario courant, chacun a sa propre «raison», puisqu'il n'écoute pas les autres, ou n'en est pas entendu. Ainsi les Serbes et les Croates ont-ils chacun sa raison. Une partie des Bosniaques, seulement les Musulmans, ont eux aussi leur raison, mais celle-ci représente la face cachée de l'opposition elle-même: elle n'est pas perceptible. La langue de la paix n'est pas entendue dans la langue de la guerre. Il y a comme une superposition. Deux éléments opposés et un troisième caché. Chacun des deux prétend à l'universalité, qui permet la domination d'une nation sur l'autre ou sur toutes les autres. L'idée d'Etat-nation, dans les nouveaux Etats en gestation, est faite avec cet

espoir: faire prévaloir la raison de sa propre nation. La raison de l'un sera la mort de l'autre.

Pour de la démocratie, il faut sortir du schéma sujet-objet, vers un autre rapport. Cela ne veut pas dire n'importe quelle pluralité, mais une autre relation, en dehors des refondations qui se font par l'histoire nécrophyle.

Rada Ivekovic est philosophe orientaliste croato-yougoslave.

Notes:

1. Joël Roman, «L'Europe sera nécessairement postnationale», *Le Monde*, 15 septembre 1992.
2. Michel Onfroy, «Les années renégates», *Le Monde des débats*, octobre 1992, p. 24.
3. D'après Ivan Colivic, Franco Fornari, *The Psychoanalysis of War*, Anchor Press, Garden City, 1974 (je me suis servie de plusieurs idées de Colovic dans ce texte).
4. Dans ses conférences au Collège de France en 1992.
5. Michel Serres, *Le Contrat naturel*, Bourin, Paris 1990, p. 13-14, et, *Le Tiers-instruit*, Bourin, Paris 1991.
6. Voir les travaux d'Elisabeth Chalier-Visuvalingam.
7. Voir au sujet de l'indifférence indienne à un monde anthropocentrique, Wilhelm Halbfass, «Anthropological Problems in Classical Indian Philosophy», dans *Beitrag zur Indieforschung*, Museum für indische Kunst, Berlin 1977.